

Il faut protéger la liberté académique face aux pressions militantes

Pour un collectif d'universitaires, certaines recherches en sciences sociales sur la race et le genre peuvent se transformer en dogme si elles refusent le débat scientifique contradictoire. C'est à la communauté universitaire elle-même de se prémunir contre ce risque.

Par
GILLES DENIS
université de Lille,
FRANÇOISE LONGY
université de Strasbourg
ÉRIC GUICHARD
Enssib, (Lyon),
et **CHRISTIAN GILAIN** Sorbonne
Université
pour le **COLLECTIF VIGILANCE UNIVERSITÉS**

Il nous semble utile qu'un débat public ait lieu sur les questions d'atteintes à la laïcité, à la rationalité, à la libre expression et à l'universalisme au sein de l'université, questions qui sont d'ailleurs à l'origine de la création de notre collectif Vigilance Universités. Il serait dommage, cependant, que cette discussion continue de se focaliser sur les aspects les plus contestables de la déclaration de la ministre. Disons d'emblée que nous n'approuvons ni son choix des expressions pour décrire le problème ni les solutions qu'elle préconise. Mais le fait qu'un problème soit mal posé ne suffit pas pour dire qu'il n'existe pas. Pour nous, deux phénomènes sont à l'œuvre à l'université. D'une part, la pression externe exercée par certains mouvements d'étudiants qui cherchent notamment à empêcher la tenue de conférences. D'autre part, la place grandissante donnée, dans certains départements de sciences humaines et sociales, à des courants de pensée «identitaristes» qui, sur une base militante, assignent les individus à une identité réductrice et simplificatrice de genre ou de race, et s'exonèrent des exigences scientifiques. Nous ne nions pas les apports du militantisme à la recherche. L'histoire montre que des recherches de qualité s'enracinent souvent dans les motivations du militant. Cependant, dans le cadre du travail universi-

taire, le militant doit s'effacer derrière le chercheur et l'enseignant. Les thèses du militant ne doivent pas se figer en dogme, mais devenir la source d'hypothèses scientifiques pouvant être critiquées et discutées rationnellement. Toute thèse est acceptable à condition de pouvoir être étayée par des enquêtes et des raisonnements scientifiques. En d'autres termes, les convictions en matière de féminisme, de culture et de religion, de groupes humains ou de rapports de domination, qu'ils soient issus du colonialisme ou de quelque autre situation historique ne peuvent se transformer en programmes de recherche légitime que si elles sont prêtes à faire le pari de la science, c'est-à-dire si elles sont disposées à entrer en tant que thèses dans l'arène du débat contradictoire scientifique. Or ce qui caractérise justement ces courants identitaristes, c'est leur hostilité de principe à l'idée d'une telle arène où seules importent les idées et non pas l'identité raciale, sexuelle ou autre de leur porteur. Cette conception du débat va, en effet, contre une de leurs thèses principes qui est que l'identité raciale, sexuelle ou genrée du locuteur définit largement la nature et la valeur de son discours. Comment réagir à ce risque de dérive idéologique dans certains départements universitaires? Selon nous, seules l'autonomie et l'indépendance universitaires sont à même de garantir sur le long terme les libertés acadé-

miques et la qualité de la recherche et de l'enseignement. L'évaluation par les pairs est sans doute le meilleur moyen – le pire à l'exception de tous les autres, pour paraphraser Churchill – de défendre à la fois le pluralisme et la liberté intellectuelle nécessaires à une recherche et à un enseignement de qualité. Des instances administratives ou politiques n'ont pas à se charger de contrôler les recrutements à l'université ou le contenu des enseignements et de la recherche. C'est à la communauté universitaire de protéger la liberté académique et de se prémunir contre l'entrisme de courants identitaristes pseudoscientifiques. Le risque de dérive idéologique est grandement favorisé par le localisme et l'absence d'un espace de réflexion et de débat sur les exigences méthodologiques propres à chaque discipline où se retrouve l'ensemble des acteurs impliqués. Le maintien de l'exigence scientifique de l'université française passe, selon nous, nécessairement par une régulation nationale qui limite au maximum les tendances localistes. Ce rôle était jusqu'à présent attribué au Conseil national des universités (CNU), avec ses différentes sections, et à la Commission permanente du CNU (CP-CNU), constituée de représentants élus de toutes les disciplines. Contre la très grande majorité de la communauté universitaire, qui n'a été ni écoutée ni entendue, le CNU vient d'être complètement vidé de sa substance dans la récente loi

sur la recherche. Au lieu de l'idée incongrue de mettre l'université française sous «tutelle» du CNRS, il conviendrait plutôt de charger la CP-CNU de la mission d'étudier la situation en ce qui concerne la liberté académique et les moyens de la protéger. Il faut revenir sur les réformes en cours de l'université française qui l'engagent pour longtemps sur la pente dangereuse du localisme et de la baisse du niveau des productions académiques, et qui n'aident pas l'université à répondre aux défis qu'elle rencontre. En conclusion, nous appelons toutes les parties prenantes de ce débat à la vigilance et à la mesure. Nous demandons à nos collègues de ne pas céder aux pressions locales contre la laïcité et la rationalité, et d'évaluer leurs pairs de façon rigoureuse, en étant vigilants sur l'entrisme de telle ou telle idéologie sous la forme de pseudoscience. Nous demandons au gouvernement de faire pleinement confiance à la communauté des universitaires et des chercheurs, et de lui donner les moyens de protéger les libertés académiques et la qualité de l'enseignement et la recherche contre les emprises militantes, identitaires et confessionnelles. Enfin, nous invitons toutes les personnes qui prennent part au débat (représentants politiques, enseignants, journalistes, etc.) à le prolonger en évitant de l'hystériser. Les petites phrases, vite énoncées, maladroitement et souvent sorties de leur contexte, mènent rapidement à des clivages artificiels et à des regroupements illégitimes. Évitez la facilité désinvolte qui consiste à classer telle analyse comme d'extrême droite et telle autre comme islamo-gauchiste. L'enjeu est grave, il s'agit de la place du débat rationnel dans l'université et dans la société tout entière. ◀